



Biden : Les 100 premiers jours

Biden : les 100 premiers jours

Laure Pallez le 30 avril 2021

Après la conquête, l'heure est à l'exercice du pouvoir pour reconquérir les classes moyennes américaines et renouer avec les alliés autour d'un agenda multilatéral climatique et technologique

- Joe Biden ambitionne de conduire son entreprise de transformation de l'économie américaine sur le terrain social au travers d'une extension des politiques menées par l'Etat fédéral qui rapprocherait les Etats-Unis des grandes économies développées.
- L'idée fait son chemin que l'Etat fédéral doit être le moteur pour accompagner ou susciter les mutations du pays et préparer l'avenir face au court-termisme du marché, de l'antitrust et le rôle des syndicats pour équilibrer le fonctionnement de l'économie.
- C'est aussi le retour du « big government » au travers des nombreuses propositions du président qui, mises bout à bout, devraient coûter près de 6000 milliards de dollars. Joe Biden appelle à des réformes de fond du système fiscal américain pour financer ses plans. En particulier, il dénonce un système qui profite injustement aux entreprises et aux ultra-riches et a appelé à des changements qui obligent tous les Américains à « payer leur juste part ».
- Le Président Biden affirme sa volonté de faire des Etats-Unis le vainqueur de la compétition du 21ème siècle et du futur, face à la Chine, mais également face aux autres nations (dont l'UE), promettant de s'engager dans le développement et la maîtrise des technologies du futur : batteries, biotech, clean energy, puces (minerais critiques).
- Le Président Biden et son groupe de conseillers chevronnés en politique étrangère entreprennent des engagements importants - tels que le retrait des forces américaines d'Afghanistan, la fixation d'un objectif ambitieux de réduction de la pollution par le carbone des États-Unis et la reprise des négociations nucléaires avec l'Iran. Dans le triangle UE-US- Chine, il existe un risque pour l'UE d'être à nouveau prise en étau dans l'affrontement technologique et géostratégique entre les autres deux puissances commerciales.

Le président Biden a passé le centième jour de son mandat en Géorgie où il a remercié les électeurs de l'Etat qui ont permis à son parti d'obtenir la majorité au Sénat. Il s'agissait du premier évènement politique du Président en présentiel depuis son entrée en fonction.

L'attention médiatique internationale a été particulièrement focalisée sur le discours du président Biden prononcé le 28 avril au Congrès¹, généralement prononcé chaque janvier ou février lors du discours sur l'état de l'Union. Joe Biden a décrit la réponse rapide de son administration à la pandémie du COVID-19² et les efforts visant à reconstruire l'économie et les institutions du pays, avec un arrière-plan historique puisque pour la première fois de l'histoire du pays deux femmes (Kamala Harris et Nancy Pelosi) se tenaient derrière le président. **Joe Biden au ton victorieux recherche l'unité et tend la main aux Républicains.**

Le président a évoqué le plan de sauvetage américain - des chèques de secours de 1400 USD à la distribution de vaccins à l'opération Warp speed, un partenariat public-privé contre la Covid-19 par l'administration Trump, de l'aide à la location aux prêts pour les petites entreprises en difficulté, des soins abordables aux soins de santé pour les anciens combattants, des mesures pour faire face à la crise des opioïdes et réduire de moitié la pauvreté des enfants d'ici la fin de 2021. C'est ainsi le retour du « big government » au travers des nombreuses propositions du président qui, mises bout à bout, devraient coûter près de 6000 milliards de dollars.³ Les Etats-Unis auront dépensé 21 points de PIB en 2020-2021 pour faire face à la crise et aux vulnérabilités contre 6 points pour l'Europe. On ne partait pas des mêmes inégalités non plus.

1,3 millions d'emplois ont été créés au cours de ses 100 premiers jours et les projections du FMI anticipent une croissance économique des États-Unis qui dépasserait 6% cette année - la plus rapide depuis près de 40 années.

L'accent a également été mis sur le concept de démocratie et sa fragilité aux Etats-Unis ainsi que la nécessité de faire face à la Chine.

« America is back ! » a proclamé le Président Biden le 4 février dernier. « Joe Biden a la vision. Maintenant c'est à Chuck Schumer – le leader des démocrates au Sénat - de l'exécuter » selon le New York Times. Des difficultés attendent le dirigeant de la majorité au Sénat qui devrait peiner à obtenir un soutien bipartisan pour les mesures économiques particulièrement coûteuses présentées par le président.

1 La retranscription du discours est disponible ici : [Full text: Biden's speech before a joint session of Congress - CBS News](#)

2 230,8 millions de doses administrées fin avril 2021 et 2,74 millions/j en moyenne. Près de 54% des adultes aux Etats-Unis ont reçu au moins une dose de vaccin Covid-19, selon les données publiées par les CDC.

3 American Rescue plan de 1900 Mds USD, American Families Plan de 1800 Mds, American Jobs Plan ou encore le plan infrastructure de 2250 Mds USD.

Plans de relance: Rescue plan, American Jobs Plan, American Families Plan

La priorité de l'administration Biden a été de mettre en place une politique de soutien actif aux ménages à faibles revenus : les mesures en leur faveur (chèque, assurance chômage, crédits d'impôts, etc.) représentent quasiment 50 % de l'ensemble du plan de soutien adopté en mars 2021 (**American Rescue Plan**), alors que l'administration Trump avait privilégié le soutien aux entreprises.

Le Président Biden a ensuite annoncé un plan très important (220 Mds USD sur 8 ans soit près de 10% du PIB) de relance et d'investissement dans l'économie américaine (**American Jobs Plan** ou encore le plan d'investissement dans les infrastructures). Dirigé par la vice-présidente Kamala Harris, en voici les grandes lignes: investissement dans les infrastructures, fournir de l'eau potable et améliorer la santé des enfants en remplaçant tous les tuyaux en plomb, développement de la connectivité Internet à haut débit - en particulier pour les 35% des Américains ruraux toujours sans accès à Internet; construction d'un réseau électrique moderne, résilient et entièrement propre, invulnérable aux tempêtes, aux cyberattaques et aux pannes catastrophiques. Également emblématiques sont le soutien au droit de se syndiquer en ratifiant la loi sur la protection du droit syndical (PRO), la fédéralisation du salaire minimum de 15 USD, la volonté de combler l'écart de rémunération entre les sexes et l'intégration 800 000 familles de la liste d'attente au système de santé Medicaid.

Au-delà d'un accord potentiel sur des priorités resserrées (qui est loin de faire l'unanimité du côté démocrate), la question centrale reste celle du financement du plan. Le groupe parlementaire bipartisan des « problem solvers » soutient l'idée d'une augmentation des taxes sur les carburants comme alternative à l'augmentation de l'impôt sur les sociétés. L'option de la hausse de la taxe sur les carburants ne semble cependant pas être soutenue par l'administration Biden, qui défend l'idée de ne pas augmenter la fiscalité des classes moyennes.

Ce plan infrastructure est complété par un autre plan inédit de 1800 Mds USD sur 10 ans (**American Families Plan**) consacré aux politiques sociales (petite enfance, santé, éducation) et financé par une hausse des impôts sur les sociétés. L'American Families Plan inclut une série d'investissements dans l'éducation avec la gratuité de l'école maternelle, la prise en charge intégrale des frais d'inscription dans les filières courtes techniques d'enseignement supérieur (community college), une augmentation des bourses et aides versées aux étudiants. Compte tenu de la priorité donnée à l'American Jobs plan, l'adoption de l'American Families plan pourrait ne pas intervenir avant l'automne 2021.

Ces mesures, si elles sont votées, seraient financées par une réforme de la fiscalité renforçant la progressivité de l'impôt et rapprochant les politiques sociales américaines des autres grands pays développés.

Biden appelle à des réformes de fond du système fiscal américain. En particulier, il dénonce un système qui profite injustement aux entreprises et aux ultra-riches et a appelé à des changements qui obligent tous les Américains à « payer leur juste part ».

- **pour financer l'American Families Plan**, une série de hausse d'impôts sur les contribuables les plus aisés à savoir le relèvement du taux marginal de tranche de l'impôt sur le revenu. Aucune augmentation d'impôt pour les personnes dont le revenu est inférieur à 400 000 USD n'est prévue;
- **pour financer le plan infrastructure, une hausse d'impôt sur les sociétés de 21 % et 28 %** ainsi que la suppression de la quasi-totalité des crédits d'impôts accordés au secteur des énergies fossiles (générant 2300 Mds de USD/an sur 15 ans).
- **Pour les entreprises multinationales américaines**, l'augmentation de l'impôt minimum sur les bénéfices mondiaux de 10,5 % à 21 %.
- **Pour l'ensemble des entreprises multinationales**, l'administration propose une réforme de la taxe visant à lutter contre l'érosion des bases fiscales et les pratiques d'inversion.

Immigration

Biden a encouragé le Congrès à entreprendre une réforme globale de l'immigration, par exemple : ratifier la S. Citizenship Act de 2021 établissant de nouvelles politiques pour une frontière sûre, une voie d'accès à la citoyenneté pour les sans-papiers et des efforts pour s'attaquer aux causes profondes de la migration en provenance d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud; Adopter une législation fédérale en 2021 pour assurer la protection des «DREAMers», accorder des protections permanentes pour les immigrants bénéficiant d'un statut de protection temporaire provenant de pays qui sont les mieux adaptés à la violence ou à une catastrophe.

La presse note la volte-face de Joe Biden après la critique cinglante d'Alexandria Ocasio-Cortez et de nombreux commentateurs progressistes en réponse au maintien initial de quota de réfugiés instauré par D. Trump. La « pirouette » de Joe Biden révèle l'une de ses faiblesses : l'indécision, malgré son expérience politique. George W. Bush, qui intervient rarement dans les médias a appelé son propre Parti à « adoucir sa rhétorique » sur l'immigration et signé une tribune dans le Washington Post, défendant le rôle de l'immigration dans l'histoire des États-Unis et appelant à un effort bipartisan au Congrès sur le dossier.

Lutte contre l'égalité raciale

Le verdict « coupable » prononcé le 20 avril par le jury pour le meurtre de George Floyd par l'ex-policier Derek Chauvin fait l'Une des médias américains, qui observent une immense vague de soulagement aux États-Unis et une vive émotion dans la communauté noire. Certains médias se sont néanmoins étonnés de l'intervention de Joe Biden pendant les délibérations du jury isolé de l'extérieur une attitude « extraordinaire » critiquée par de nombreux avocats. Ses premières remarques, son allocution après le verdict appelant à une réforme de la police et de la justice pénale, celle de Kamala Harris, puis son appel à la famille Floyd,

illustrent son engagement dans la lutte pour l'équité raciale. Un engagement relativement récent car après tout, c'était politiquement utile pour lui selon certains commentateurs.

Un autre défi qui attend Joe Biden est aussi de ramener à lui l'électorat des travailleurs blancs déclassés et séduits par Donald Trump, leur redonner espoir et confiance dans l'action publique.

Politique étrangère, relation transatlantique et climat

Comme il l'a annoncé pendant la campagne présidentielle de 2020, Joe Biden souhaite un retour affirmé des Etats-Unis en tant que principale force motrice dans les principales enceintes multilatérales. Il faut signaler en particulier la réintégration des Etats-Unis au sein de l'Accord de Paris et la désignation de John Kerry comme négociateur en chef sur le front climatique et un réengagement au sein de l'OMC sur le plan commercial. La nouvelle administration Biden souhaite par ailleurs conforter les liens avec ses partenaires traditionnels, notamment en collaborant avec eux sur les grands sujets de politique commerciale. Les visites récentes du secrétaire d'Etat Antony Blinken au Japon et en Corée du Sud et de John Kerry en Europe ont été la traduction de ces efforts de rapprochement, avec, à la clé, de première déclaration sur la coopération bilatérale avec les pays développés notamment sur les sujets technologiques et climatiques.

Joe Biden adopte des éléments de Barack Obama, mais aussi de son prédécesseur. L'agenda international du président est marqué par la prudence et la volonté de conservation de la puissance américaine dans les grands chantiers internationaux.

Le Président Biden et son groupe de conseillers chevronnés en politique étrangère entreprennent des engagements importants - tels que le retrait des forces américaines d'Afghanistan, la fixation d'un objectif ambitieux de réduction de la pollution par le carbone des États-Unis et la reprise des négociations nucléaires avec l'Iran. Le Président Biden a reconnu le génocide arménien, les administrations précédentes ne s'y sont pas risquées par peur d'une dégradation des relations avec la Turquie. La nouvelle administration a condamné l'agression russe à la frontière ukrainienne, mais n'a tracé publiquement aucune ligne rouge. Bien que l'administration Biden ait fait de l'aggravation de la catastrophe humanitaire au Yémen une priorité peu de choses ont changé. Enfin, le nouveau président indique qu'il se sent moins enclin que ses prédécesseurs à montrer sa proximité avec Israël. Les démocrates sont devenus plus sceptiques à l'égard de l'État juif ces dernières années, tandis que les dirigeants israéliens se sont alignés plus étroitement sur le GOP - un changement dans la relation de 73 ans entre les deux pays. En matière commerciale, la priorité est donnée à l'application stricte des traités commerciaux avec le Canada et le Mexique.

Lors du discours du Congrès du 28 avril, Joe Biden a émis plusieurs remarques importantes, entre autres : un engagement renforcé en faveur de la démocratie et des droits de l'homme pour lutter contre l'autocratie et l'injustice à l'étranger; la nécessité d'une politique étrangère américaine qui profite à la classe moyenne; le leadership américain et la coopération avec les alliés qui donnent la priorité à la lutte contre le terrorisme, la prolifération nucléaire, aux migrations massives, à la cybersécurité, au changement climatique et aux pandémies;

contre-mesures punitives pour les pratiques commerciales déloyales, telles que les subventions aux entreprises publiques, les vols de propriété intellectuelle et les transferts forcés de technologie; et la concurrence avec la Chine pour défendre les intérêts américains, tout en évitant également un conflit pur et simple avec Pékin.

Coopération transatlantique

⁴Le climat de confrontation imposé par l'administration Trump et notamment ses menaces de relèvement des tarifs agricoles et industriels à l'égard des produits de l'UE avait conduit en juillet 2018 à une trêve actée sous la forme du plan d'action Trump-Juncker ouvrant la voie à une nouvelle tentative de coopération bilatérale après la mise en pause du TIPP (partenariat transatlantique de commerce et d'investissement).

Dans le triangle UE-US- Chine, il existe un risque pour l'UE d'être à nouveau prise en étau dans l'affrontement technologique et géostratégique entre les autres deux puissances commerciales.

Le Président Biden a également clairement affirmé la volonté de faire des Etats-Unis **le vainqueur de la compétition du 21ème siècle et du futur**, face à la Chine, mais également face aux autres nations (dont l'UE), promettant de s'engager dans le développement et la maîtrise des technologies du futur : batteries, biotech, clean energy, puces (minerais critiques).

Enfin, la question climatique est au centre de nombreuses propositions de Joe Biden (même si le plan infrastructure comprend un ensemble de mesures qui n'ont pas toutes un lien avec la lutte contre le réchauffement) : pour amorcer une réindustrialisation du pays autour des énergies vertes, encourager les véhicules électriques, décarboner la production d'électricité etc. La presse résume la « **doctrine climat Biden** » en 5 points : le pouvoir exécutif peut agir sans le Congrès, la diplomatie réduite fonctionne, la taxe à l'exportation est une arme, la finance est un allié potentiel, les États-Unis sont confiants dans la technologie de l'énergie propre. Le soutien de grandes entreprises américaines au président sera déterminant. Joe Biden l'a bien compris.

4 Relire les interviews sur la relation transatlantique vue d'Europe: [interview_biden_trans_europe_express.pdf \(laure-pallez.fr\)](#)